



HAL
open science

Le patronage architectural à Istanbul Convergences et divergences de pratiques chez les hommes et les femmes de l'élite (XVI^e -XVII^e siècles)

Juliette Dumas

► To cite this version:

Juliette Dumas. Le patronage architectural à Istanbul Convergences et divergences de pratiques chez les hommes et les femmes de l'élite (XVI^e -XVII^e siècles). Juliette Dumas; Sabine Frommel. Bâtir au féminin? Traditions et stratégies dans le monde oriental et occidental, Picard, p. 103-114, 2013. hal-01711365

HAL Id: hal-01711365

<https://hal.science/hal-01711365>

Submitted on 26 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le patronage architectural à Istanbul

Convergences et divergences de pratiques chez les hommes et les femmes de l'élite (xvi^e-xvii^e siècles)

Juliette Dumas

La société ottomane a hérité de la tradition islamique l'une de ses institutions les plus diffuses et pérennes : le *vakf*. Sous ce terme générique se distingue à la fois l'institution dans son ensemble, les fondations créées sous ce label, appelées par commodité fondations pieuses ou legs pieux – bien que le terme soit impropre à certains égards, toutes les fondations n'ayant pas pour principale finalité une utilité charitable – et les revenus, sous quelle que forme qu'ils soient, dont ces fondations sont dotées. L'origine de l'institution et sa base religieuse justifient cette association intime avec l'esprit charitable : tout *vakf* a nécessairement vocation à être religieux et/ou charitable et doit comprendre, pour être légal, des clauses allant dans ce sens. Le spectre des implications du *vakf* est tel qu'il touche à toutes les composantes de la vie dans la société ottomane : tous les types de revenus, depuis les domaines agricoles jusqu'aux biens immobiliers ou en nature (bijoux, animaux, esclaves) étaient acceptables ; quant aux usages des fondations, ils s'échelonnaient entre fondation de bâtiments divers – bain, fontaine, pont, marché (sous toutes les formes possibles), palais, école (*mekteb*, école primaire, ou *medrese*, école supérieure), couvent (*tekke* ou *zaviye*), oratoire (*mescid*) ou mosquée (*cami'*) – et clauses telles que le paiement de rentes à des proches du fondateur ou de salaires à des employés des structures bâties (qu'elles soient l'œuvre du fondateur ou d'un autre), le financement de cours ou de récitation de prières, divers paiements en faveur des structures *vakf* existantes (comme les bougies ou dons en nature), ou encore la dotation de fonds en faveur des pauvres, des faibles, des orphelins ou des prisonniers. Musulmans ou non, tous les habitants de l'Empire étaient amenés à fréquenter cette institution à un moment ou à un autre de leur vie, consciemment ou non.

Cette pluralité de formes et de fonctions des *vakf* fait que tout legs pieux ne consistait pas nécessairement en une création architecturale. L'entreprise architecturale ne représente, en fait, qu'une partie très restreinte des possibilités offertes par l'institution. Elle était liée à des considérations multiples : expression de pouvoir,

manifestation d'un statut, démonstration de considérations religieuses, inquiétude dévote, mais aussi désir de transmission d'un héritage échappant aux impositions du fisc, volonté de développement urbain ou commercial, projets d'islamisation. Un *vakf* impliquant une création architecturale est toujours un mélange complexe de plusieurs de ces composantes. Le fait est qu'à l'époque moderne, toute fondation architecturale est nécessairement supportée par l'intermédiaire de la création d'un *vakf*, qui en assure les contours légaux et financiers. Cette diversité des œuvres architecturales a largement orienté les études menées sur le sujet : on ne compte plus les travaux dédiés à des œuvres particulières ou au patronage d'un seul individu ni les réflexions concernant l'impact politique, économique, social ou urbain des *vakf* à échelle locale, régionale, d'une ville ou de l'Empire dans son ensemble. Une question cruciale semble pourtant avoir été mise de côté : qui étaient ces hommes et ces femmes à l'origine de la fondation de *vakf* dans l'Empire ottoman ? Nous n'entendons pas par là entreprendre une étude individualisée de ces fondateurs, mais au contraire procéder à une réflexion de nature sociale, qui permettrait de mettre en parallèle le statut des fondateurs (et fondatrices) avec le type de réalisation entreprise.

Il y a des raisons à l'absence de tels travaux : le travail serait titanesque. Une approche très restreinte est néanmoins envisageable. Dans le cadre de ce travail, nous nous proposons de poser la question de l'appartenance sociale des hommes et femmes à l'origine de fondations architecturales, pour la seule capitale de l'Empire (Istanbul), aux xvi^e et xvii^e siècles. Pour ce faire, nous suivrons une dialectique hommes / femmes afin de déterminer l'existence et l'origine de similitudes et de divergences dans le patronage architectural masculin et féminin, en rapport avec le statut de ces individus. Par souci de disposer d'un comparatif stable, nous avons choisi de mettre de côté le patronage des membres affiliés à la dynastie (les sultans, les princes, les reines mères et les princesses) dont l'activité répond à des enjeux et des conditions bien différentes de celles qui s'imposent pour le reste de

la société¹. Quelques interrogations ont aiguillé la réflexion : les femmes qui s'investissaient dans le domaine architectural appartenaient-elles aux mêmes catégories sociales que les hommes ? Entreprenaient-elles le même type d'œuvre ? En somme, ces femmes patronnes d'architecture dans la capitale ottomane des XVI^e et XVII^e siècles entretenaient-elles le même rapport à l'architecture que leurs émules masculins ?

Les hommes et la création de vakf dans l'Empire ottoman

Parce qu'elle permet d'entreprendre la plus petite comme la plus grande action de bienfaisance, l'institution du *vakf* est accessible à tous et toutes dans l'Empire. Les registres de fondations pieuses, tant pour la capitale que pour les villes et mêmes les villages de province, confirment d'ailleurs que tous les membres de la société ottomane s'y investissaient, à leur niveau, depuis le marchand de poisson jusqu'au sultan. Mais tous n'avaient pas le même usage, le même rapport au *vakf* : tous ne construisaient pas des mosquées ou des complexes. Certains – la majorité – se contentaient de transformer en legs pieux leur habitation, dans le but d'en faire hériter leur descendance et/ou de prévoir quelques maigres ressources destinées à supporter une action charitable ou pieuse. Il faut donc s'interroger sur le rapport existant entre statut social et type de fondation. La tâche est vaste et complexe, aussi faut-il choisir au départ quelques cadres. L'architecture nous paraît être un élément susceptible de remplir ce rôle : art noble, parce que coûteux et parce qu'il nécessite l'intervention d'un personnel adapté, il n'est par essence pas accessible à tous. La présence de bâti au sein d'un *vakf* constitue dès lors une ligne de rupture identifiable. Elle présente encore l'avantage de réduire considérablement le panel des fondations pieuses à étudier, même si ce seul critère n'est pas suffisant en soi. La question qui va diriger notre réflexion ici consiste donc à déterminer l'origine sociale des patrons d'architecture dans l'Empire ottoman, et tout spécialement dans la capitale de l'Empire, Istanbul,

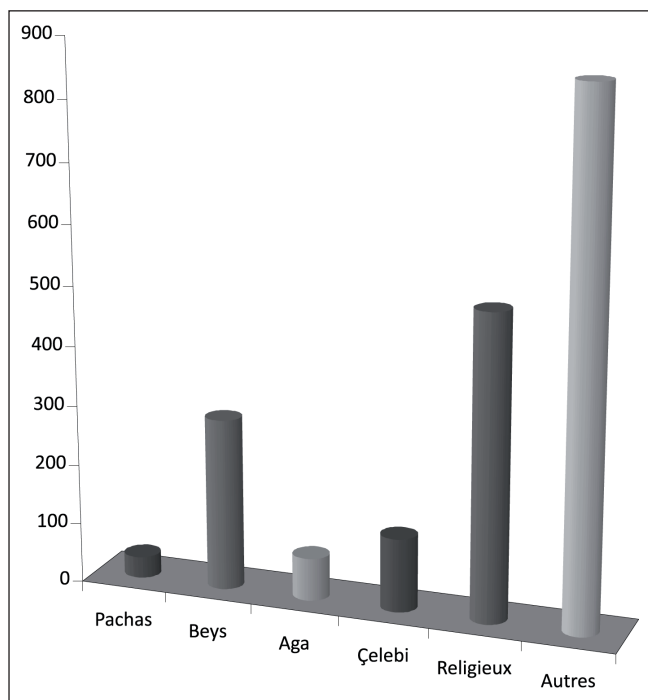
puis de mettre en perspective ces résultats avec le type de fondation (architecturale) entreprise – interrogation qui pourrait se résumer sous la forme « qui fondait quoi ? »

L'État ottoman se caractérise, dès la fin du XV^e siècle et surtout à partir du XVI^e siècle, par son extrême bureaucratization qui se révèle être, pour l'historien, une mine de renseignements exceptionnelle car elle a laissé derrière elle des masses d'archives en tout genre. Parmi ces archives, on dénombre une série de registres répertoriant l'ensemble des fondations pieuses existantes à un moment et en un lieu donnés². Certains concernent tout particulièrement Istanbul : nous avons choisi de dépouiller le *Vakıflar Tabrîr Defteri* d'Istanbul daté de l'année 1600³ car il offre la possibilité de se faire une première opinion sur la question qui nous intéresse, pour la période s'étendant de la prise de Constantinople à l'aube du XVII^e siècle. De tels registres fournissent peu de renseignements biographiques sur les fondateurs : nous avons opté pour la seule répartition qui nous semblait possible, en tenant compte des titres (ou, inversement, d'absence d'un titre) : ce furent 1 < les pachas, 2 < les beys, 3 < les aga, 4 < les çelebi, 5 < les individus dont l'appellation permettait de les lier à des pratiques religieuses marquées, 6 < enfin, une dernière catégorie réunissant tous ceux qui ne rentraient pas dans les autres.

Tableau 1. Nombre de legs pieux fondés à Istanbul par catégorie sociale jusqu'en 1600.

Pachas	36
Beys	287
Aga	71
Çelebi	123
Religieux	507 (dont 11 sont aussi appelés çelebi)
Autres	866

Soit un total de 1 890 fondations masculines pour lesquelles il a été possible de déterminer une appartenance sociale⁴.



Graphique 2. Répartition des fondations pieuses à Istanbul par catégorie sociale jusqu'en 1600.

Ce graphique laisse entendre que plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, moins les fondations dans la capitale sont nombreuses⁵.

Le chiffre de 36 fondations attribuées à des pachas fait faible figure, surtout si l'on pense au nombre total de pachas sur l'ensemble de la période (plusieurs dizaines par règne !). Il faut dire qu'il ne s'agit là que de fondations dans la capitale. Or, on sait très bien que les pachas entreprenaient également de nombreuses fondations hors d'Istanbul. Cette activité provinciale représente même une part essentielle de leurs œuvres. Qu'on se rappelle les exemples de Rüstem Pacha ou Sokollu Pacha, pour le XVI^e siècle !⁶ D'autre part, l'étendue chronologique du recensement n'est pas si longue (un siècle et demi). Mais surtout, toute fondation n'équivaut pas à une autre. En chiffre réel, les pachas furent peut-être moins nombreux que les membres d'autres catégories à établir des *vakf*, mais

leurs fondations sont les plus considérables, avec celles des sultans, ainsi que nous allons le voir.

Si l'on compare ces résultats avec ceux proposés par Yüksel, dans son étude sur le rôle du *vakf* dans la société ottomane du XVII^e siècle⁷, qui couvre l'ensemble du territoire ottoman, des différences apparaissent. Le nombre de fondations pour l'ensemble des pachas, sur une période plus courte qui n'excède pas un siècle, est bien largement supérieur à celui précédent, circonscrit à la seule capitale. Par contre, le nombre de fondations attribuées à des « grands » oulémas est relativement inférieur.

Tableau 3. Les fondations des membres de l'élite ottomane au XVII^e siècle sur l'ensemble de l'Empire (d'après l'étude d'Hasan Yüksel)⁸.

Sultans	Pachas	Beys	Aga	Religieux
21	155	128	335	90

Les différences chronologiques et géographiques ne permettent aucune conclusion précise, mais ces résultats laissent entendre l'existence d'une spécificité de la capitale au niveau de l'action philanthropique des membres de l'élite ottomane. L'activité d'un même individu différencierait selon qu'il prévoyait de fonder dans ou hors de la capitale. Sous réserve que ces résultats ne soient pas faussés par les différences suscitées, on peut avancer l'hypothèse que les pachas constitueraient la principale catégorie sociale responsable de la fondation d'œuvres architecturales en province. Une œuvre réalisée dans la capitale semble être dotée d'un surcroît de valeur (symbolique) qui conduit à augmenter les exigences en terme de qualité et de finesse du travail – avec les conséquences financières que cela implique, qui supposent une réduction du nombre des réalisations. Ainsi Rüstem Pacha entreprit plusieurs dizaines d'œuvres pieuses partout dans l'Empire, de taille, d'importance et de degré de raffinement variables, mais seulement un complexe dans la capitale : ce dernier présente par contre une qualité architecturale et décorative d'une grande richesse⁹. On pourrait

en dire de même du patronage de Sokollu Mehmed Pacha et de la majorité des grands officiers de l'État¹⁰. Le dépouillement du registre fait donc apparaître un taux de participation à la création de *vakf* proportionnel au poids démographique de chaque catégorie sociale : plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus le nombre d'élus à ces rangs décroît. Ce principe ne tient pas compte du rapport entre position sociale et capacité de fonder un legs pieux : les membres les plus hauts placés de la société ottomane sont les plus favorisés pour entreprendre des fondations pieuses de grande valeur – ils en ont les moyens économiques et logistiques. Il illustre par contre la nature même de l'institution, accessible à un grand nombre d'individus aux profils variés. Ce n'est donc pas en termes de nombre de fondations de *vakf* qu'une différence peut apparaître entre les divers fondateurs et leurs œuvres. Il faut mettre ces données en parallèle avec le type d'œuvre entreprise. Un autre ouvrage s'avérait pouvoir répondre à cet objectif : la description des monuments d'Istanbul réalisée par Ayvansarâyî¹¹. Les écrits de cet auteur offrent en effet une vision relativement complète des monuments érigés (en *vakf*) dans la capitale, sur l'ensemble de la période considérée (et même au-delà).

Tableau 4. Typologie des œuvres architecturales réalisées par les membres de l'élite ottomane masculine dans Istanbul *intra muros*¹².

	Sultans	Pachas	Oulémas	Beys	Agas	
Complexes <i>külliyé</i>	8	12	1	1	2	24
Mini complexes ¹³	0	10	6	0	5	21
Bâtiments solitaires ¹⁴	20	51	56	11	73	211
- dont mosquées	4	20	6	1	7	38
- dont <i>mescid</i>	15	30	45	10	63	163
	28	73	63	12	80	256

Tableau 5. Typologie des œuvres architecturales réalisées par les membres de l'élite ottomane masculine dans Istanbul *extra muros*.

	Sultans	Pachas	Oulémas	Beys	Agas	
Complexes <i>külliyé</i>	7	11	0	0	2	20
Mini complexes ¹⁵	2	10	9	0	6	27
Bâtiments solitaires ¹⁶	40	37	49	10	76	212
- dont mosquées	19	16	10	1	14	60
- dont <i>mescid</i>	21	17	35	9	61	143
	49	58	58	10	84	259

Les résultats fournis par ces tableaux permettent de proposer quelques conclusions qui mériteraient néanmoins d'être affirmées par un travail plus approfondi. On commencera par noter que le nombre total des fondations dans Istanbul *intra muros* est assez similaire à celui pour la zone *extra muros* : c'est au niveau de la répartition selon le type de fondation que des divergences apparaissent. La comparaison entre le bâti *intra muros* et celui hors des murs révèle que les œuvres les plus luxueuses, les plus prestigieuses (*külliyé* – complexes de bâtiments à usage divers regroupés autour d'une mosquée – et mini complexes, auxquels nous ajoutons exceptionnellement les mosquées solitaires) sont plus nombreuses hors des murs. Dans la mesure où la rareté fait souvent la valeur d'un bien, il ressort qu'il est plus difficile de fonder de telles œuvres dans Istanbul qu'en dehors, partant, que l'action en soi est plus prestigieuse. Le faible nombre de *külliyé* hors des murailles, par rapport à la situation *intra muros*, peut s'expliquer par les mêmes raisons. Pour une fondation, le *summum* du prestige est atteint lorsqu'il s'agit d'une *külliyé* fondée dans Istanbul *intra muros* : il n'y a donc aucun intérêt, pour un fondateur, à choisir d'entreprendre une telle action hors des murs quand il est possible de la faire dedans. À ce titre, une étude chronologique de ces fondations montrerait de

façon évidente que la majorité de celles fondées dans la zone *extra muros* d'Istanbul est postérieure à l'époque classique, soit à une période où le réseau du bâti dans la ville intérieure est extrêmement dense et rend difficile de telles constructions.

Au niveau des fondations solitaires, les mosquées sont préférées aux *mescid* dans la zone *extra muros*, mais le rapport s'inverse dans la zone *intra muros*. Cette différence peut s'expliquer par une disparité des besoins en termes de bâti religieux dans et hors les murailles : Istanbul *intra muros* est une ville aux structures religieuses très denses ; les zones à l'extérieur des murs constituent des espaces d'expansion urbaine progressive : des villages autrefois peu peuplés et à l'écart de la capitale sont progressivement assaillis par l'installation d'une population croissante et tendent à s'intégrer au maillage urbain. Cette urbanisation progressive de l'espace a cependant un impact sur le type de réalisations socio-religieuses qui y sont nécessaires : le *mescid* qui, en milieu urbain, est une forme assez typique des espaces au bâti très dense, se raréfie dès que l'on s'éloigne des grands centres de concentration de la population au profit des mosquées. À cette explication, il faut ajouter des motifs d'ordre économique et pratique : la réalisation d'une œuvre architecturale dans Istanbul *intra muros* était plus coûteuse et plus difficile à réaliser qu'à l'extérieur des murailles. L'activité des sultans hors des murailles de la ville paraît plus prégnante, en nombre d'édifices construits, mais le type de réalisation entrepris varie considérablement selon la localisation. La différence se repère principalement au regard des œuvres d'importance moyenne et mineure : les mini complexes et, surtout, les bâtiments solitaires, sont très largement plus nombreux hors des murs que dans la ville historique (2 > 0 pour les mini complexes ; 40 > 20 pour les bâtiments solitaires). On voit ici à quel point l'acte de fonder dans Istanbul *intra muros* est perçu comme une action empreinte de majesté, d'ordre dynastique. Hors des murailles, la lecture des œuvres n'est plus la même : les bâtiments qui y sont construits répondent à une utilité, un besoin, non au désir d'expression de la domination impériale sur la capitale¹⁷.

Les pachas s'investissent plus, en quantité, dans la ville *intra muros* qu'à l'extérieur des murs. La variation du bâti montre une image inverse à celle des sultans : la différence se remarque ici encore au niveau des fondations de moindre importance, dont le chiffre est bien plus important dans les murs qu'à l'extérieur (51 > 37), tandis que les fondations plus prestigieuses comme les *külliye* et les mini complexes montrent des chiffres presque équivalents (12 > 11 pour les premières, 10 = 10 pour les seconds). L'explication relève cependant du même raisonnement : la fondation dans Istanbul *intra muros* est majestueuse, elle représente un acte noble. Quitte à préférer une fondation de moindre importance, il est préférable de s'investir dans une œuvre architecturale au sein des murailles de la ville plutôt qu'à l'extérieur. On note d'ailleurs qu'un nombre important de réalisations hors des murailles sont souvent localisées dans la proximité directe d'un lieu de résidence du fondateur (palais ou *yali*), relation qui indique que le motif de la fondation n'est plus la recherche du prestige, mais l'utilité pratique dans un cadre familial ou encore une volonté de renforcer l'identification du quartier au fondateur.

Le patronage des oulémas présente des caractéristiques très similaires selon qu'il se situe dans ou hors les murs de la ville ; il suit les mêmes logiques que précédemment. La grande différence entre les oulémas et les pachas réside dans le manque quasi total d'investissement des premiers dans la réalisation de grandes œuvres architecturales (*külliye*), contrairement aux seconds : on ne compte, en tout et pour tout, qu'une seule *külliye* réalisée par un ouléma, dans Istanbul, aucune hors des murs. La typologie de leurs œuvres se borne à quelques mini complexes et, surtout, des bâtiments solitaires. Même dans ce domaine, on remarque une préférence très marquée pour les *mescid* au détriment des mosquées (45 *mescid* pour six mosquées dans Istanbul *intra muros*, 35 pour 10 hors des murs). Le peu d'intérêt des oulémas, membres de la classe religieuse, pour la fondation de *medrese*, de *mekteb*, de *tekke* ou autres bâtiments du genre est intéressante : ce phénomène montre que s'ils sont les bénéficiaires de ces structures, qui leur offrent offices et revenus, ils ne se conçoivent pas comme des patrons

potentiels – c'est là une responsabilité qui incombe aux membres de la dynastie et aux grands agents de l'État¹⁸. Le désengagement très marqué des beys dans les réalisations architecturales dans la capitale est surprenant : dans ou hors les murs, leurs actions sont très peu nombreuses. Non seulement leur investissement en nombre est faible, mais en plus il consiste alors uniquement en œuvres de faible importance : une seule *külliyé* en tout et pour tout, aucun mini complexe et pratiquement que des *mescid* ou bâtiments solitaires. Si les beys ont pu être des patrons d'architecture, ce n'est pas dans la capitale qu'ils trouvèrent l'espace pour s'exprimer¹⁹. Le patronage des agas présente aussi des surprises. S'il est constitué majoritairement d'œuvres de faible importance (bâtiments solitaires principalement), ce patronage représente néanmoins une part considérable des réalisations architecturales de la capitale *intra* et *extra muros* : c'est d'ailleurs le chiffre le plus conséquent de toutes les catégories sociales prises en considération ici (au total, 80 réalisations dans Istanbul et 84 hors des murs, soit près d'un tiers des œuvres)²⁰. Leur intérêt très marqué pour la capitale dans et hors des murs peut se comprendre au vu de leur lieu d'implantation : il s'agit principalement de membres du palais (on compte de nombreux eunuques impériaux), dont l'essentiel des activités se concentre dans Istanbul. Hommes déracinés puis implantés durablement dans la capitale, il est normal qu'une grande part de leur patronage y soit localisée²¹.

La différence entre le patronage impérial et celui des pachas se situe donc au niveau de la fondation de bâtiments de faible importance : les pachas en réalisent plus dans la ville *intra muros* qu'à l'extérieur, tandis que les sultans procèdent selon une logique inverse. Pour ces derniers, il semble que le degré de raffinement des œuvres réalisées dans Istanbul soit un critère d'importance, qui perd de sa gravité dès lors que l'on s'éloigne des murs de la ville, alors que les pachas privilégient l'action architecturale *intra muros* en elle-même, quelle qu'en soit la forme. L'importance de l'implantation d'une fondation dans Istanbul est

soulignée, dans les deux cas, par le fait que ce sont ces deux catégories d'individus qui sont responsables de la très grande majorité des œuvres remarquables qui s'y trouvent. Ce sont les pachas et les sultans qui financent l'essentiel des constructions de *külliyé* et de mini complexes. Plus le statut du fondateur est élevé, plus il est important pour lui d'entreprendre une œuvre en adéquation avec son statut : ainsi, si l'on tient compte du fait que les sultans sont moins nombreux (en quantité d'individus) que les pachas, la similitude des chiffres en nombre de *külliyé* fondées par les uns et les autres n'est en fait que le reflet de la primauté impériale dans ce domaine²².

De même, ni les oulémas, ni les beys, ni même les agas ne peuvent rivaliser avec les pachas, encore moins avec les sultans (ce serait d'ailleurs interdit) quant à la qualité et l'importance des œuvres entreprises. Il faut en conclure que les grandes entreprises architecturales dans Istanbul sont le fait soit des sultans, soit des pachas, qui sont les seuls à disposer à la fois des moyens financiers et logistiques, mais aussi d'une culture du patronage allant dans ce sens ; l'entreprise architecturale somptuaire est un acte noble, associé à une notion de service d'État. Le système marche dès lors en boucle fermée : il faut être un serviteur de l'État pour disposer des moyens d'une telle entreprise, qui elle-même est le reflet du statut du fondateur, dont l'élévation, soulignée par la noblesse de son geste inscrite en dur dans le bâti de la capitale, est le signe de son service à l'État²³.

Les femmes et la création de vakf dans l'Empire ottoman

Les historiens travaillant sur les femmes dans l'Empire ottoman se sont intéressés à la question de la participation féminine dans le domaine des fondations pieuses. Ils ont révélé que leur participation dans ce secteur était un trait constant de la société ottomane, bien qu'elle fût moins importante (en quantité) et moins grandiose que celle des hommes. Les diverses études entreprises proposent un pourcentage de

fondations féminines avoisinant les 25%, avec un écart allant de 15 à 30 parfois même 35% selon les lieux et les époques²⁴. Néanmoins, fort de son étude menée à partir du *tahrîr defteri* de 1546, Baer avançait la conclusion que la fondation de *vakf* ne permettait pas aux femmes, comme il était souvent énoncé, d'acquiescer une réelle indépendance économique, car les pratiques de gestion entraînaient, à terme, leur exclusion du système par l'accaparement des postes et revenus par les hommes²⁵. Prenant à contre-pied ces résultats, d'autres chercheurs ont démontré l'inexactitude de cette conclusion, dans la mesure où les principes juridiques et culturels décisifs en matière de gestion des *vakf* permettaient autant aux hommes qu'aux femmes de devenir *mütevelli* (gestionnaire) des fondations de leurs ancêtres, voire même, dans certains cas, leur en donnaient la primauté. Lorsque aucune précision de choix entre les descendants n'était définie par la fondatrice, il revenait au *cadi* local de choisir parmi les descendants celui auquel serait confiée la charge. Deux règles prévalaient : l'aînesse et le non-cumul des charges. Or, exclues des sphères actives et professionnelles, donc libres de toute charge et plus aptes à s'occuper pleinement de la supervision d'un *vakf*, susceptibles de se trouver en position d'aînesse au même titre que les hommes, les femmes répondaient au profil, de sorte que des *cadis* optèrent régulièrement en leur faveur, au détriment des hommes de la famille²⁶.

La question de l'usage que les femmes faisaient des *vakf* a également intéressé certains chercheurs. Les travaux menés sur l'Égypte ottomane, notamment, ont mis en valeur le lien entre la création de legs pieux par des femmes, ou l'acquisition du droit de gestion de legs établis par des hommes de leur famille, et leur poids économique au sein de la famille. À une époque où les luttes entre factions entraînaient souvent la confiscation de terres après la défaite d'un parti contre un autre, la constitution de *vakf* était essentielle pour la préservation de la richesse familiale. Les femmes, les épouses en particulier, devenaient bien souvent les gardiennes de cette richesse, tandis que

leur mariage ou remariage au sein de la même faction permettait de maintenir la cohésion du groupe : la veuve d'un haut personnage affilié à une faction donnée était amenée à épouser un des esclaves de son mari, qui acquiescerait ainsi par mariage la richesse de son ancien patron, concluant ainsi son alliance avec le groupe²⁷.

Nous avons vu que l'appartenance sociale des individus avait un impact important sur le type de patronage architectural de la capitale. Il n'y a pas de raison de croire qu'il n'en allait pas de même pour les femmes. Rien ne dit pourtant que les logiques étaient similaires. Il faut donc procéder de façon identique et reprendre les informations fournies par Ayvansarâyî pour voir quelles étaient les catégories sociales féminines impliquées dans la réalisation d'œuvres architecturales. Or, les femmes ne disposaient pas d'un panel de titres aussi étendu que les hommes²⁸. La répartition des femmes fondatrices ne peut donc suivre les mêmes critères que précédemment. Nous avons opté pour une division sociale beaucoup plus simple, qui prend en considération trois catégories : les femmes du harem (les concubines royales qui ne parvinrent jamais à la position de reine mère, les *saraylı* et les *cariye* du palais) ; les autres femmes de l'élite (les mères, épouses et filles de dignitaires de l'État ottoman, pachas, beys, oulémas, etc.) ; enfin toutes les autres, c'est-à-dire à la fois celles pour lesquelles on pouvait supposer une condition sociale peu élevée ou pour lesquelles les renseignements fournis étaient trop partiels pour percevoir leur position dans la société²⁹. Les réalisations entreprises par ces femmes fondatrices dans Istanbul ne recouvrent pas non plus les mêmes champs d'action : il a donc fallu adapter le tableau à leurs activités. Aucune de ces femmes n'entreprit de vastes complexes – l'activité est réservée aux femmes royales affiliées à la dynastie : les reines mères et les princesses³⁰. De manière générale, leurs actions prennent des dimensions plus restreintes, moins grandioses que pour les membres masculins de l'élite : le tableau met ainsi l'accent sur la diversité de ces activités de moins grande envergure.

Tableau 5.26. Typologie des œuvres architecturales réalisées par les membres de l'élite ottomane féminine dans Istanbul intra et extra muros.

	Construction de mini complexe	Construction de mosquée	Construction de <i>medrese</i>	Constructions de bâtiments solitaires de faible coût – <i>mekteb, mescid</i> , fontaine	Ajouts au bâti ou restauration d'un bâti déjà existant	Construction par un autre, au nom de la femme
Femmes du Harem (<i>cariye</i> , concubines, <i>saraylı</i>), hors princesses	1	8	0	14	5	1
Filles ou femmes de l'élite (pachas, beys, etc.)	1	1	1	13	12	1
Autres	0	0	0	12	6	0

Le tableau révèle une modulation des pratiques en fonction du statut social des fondatrices. On dénombre en tout 82 fondations attribuées à des femmes dans la capitale – soit un nombre très largement inférieur par rapport aux hommes ; 56 d'entre elles sont le fait de femmes appartenant à l'élite (femmes du harem impérial ou parentes des dignitaires de l'État) – les deux fondations faites au nom d'une femme sont exclues de ce décompte, bien qu'elles soient également le fait de femmes d'élite, pour le compte d'autres femmes d'élite. Le constat est sans équivoque : ce sont surtout les femmes de l'élite (et même des femmes appartenant à la strate la plus élevée) qui entreprennent des actions de patronage architectural, parce qu'elles détiennent les moyens financiers nécessaires pour de telles entreprises.

Le type d'actions réalisées révèle néanmoins le manque de moyens (financiers, pratiques) de ces femmes, y compris pour celles appartenant à l'élite. Leurs activités se répartissent principalement entre la fondation de petites structures solitaires de faible coût (*mescid, mekteb* et fontaines : on notera l'absence de fondation de *tekke*³¹), l'ajout d'éléments architecturaux (adjonction d'un *minber* ou d'un minaret notamment) ou encore la rénovation de structures déjà existantes³². Les grands complexes sont introuvables dans cette liste et les mini complexes sont exceptionnels, de même

que les *medrese*, c'est-à-dire des formes de bâti d'un coût relativement élevé. Toutes sans distinction sociale montrent un intérêt presque similaire envers les fondations solitaires de petite taille ; les ajouts ou restaurations semblent avoir suscité un plus grand engouement (toutes proportions conservées) auprès des parentes des dignitaires de l'État³³.

Les deux catégories de femmes d'élites se distinguent des autres au niveau des fondations de mosquées. Toutefois, les femmes du harem montrent un investissement plus considérable que les épouses ou filles d'agents de l'État dans ce domaine³⁴. Le patronage architectural est donc principalement l'affaire des femmes d'élite : l'existence d'une fondation commémorative à leur nom atteste ainsi de la qualité sociale de la fondatrice. Mais la rareté des œuvres architecturales entreprises par les femmes d'élite, en dehors des membres affiliés à la dynastie (84 sur plus de trois siècles est un chiffre bien faible, eu égard au nombre – non quantifiable par ailleurs – de femmes de l'élite sur l'ensemble de la période), laisse entendre qu'il s'agissait là d'une action féminine peu commune. En fin de compte, seules les reines mères et les princesses sortent du lot et se distinguent par un patronage architectural d'envergure. Elles sont les seules femmes à entreprendre la construction de vastes complexes, dans et hors des murs d'Istanbul³⁵.

Conclusion

Le *vakf* est déjà une vieille institution lorsque émerge l'État ottoman. Elle plonge ses racines au cœur même de l'islam, reposant sur des principes fondamentaux tels que la *sadaka* (un des cinq piliers de l'islam), l'aide aux plus démunis ou aux membres de la famille et, bien entendu, le développement de la communauté musulmane. L'étendue du système est telle qu'elle touche quasiment tous les domaines de la société : le pouvoir, l'État, la famille, l'éducation, l'économie, ou encore l'urbanisme. Les Ottomans apportèrent néanmoins leur propre touche à cet ancien édifice, sous l'impact notamment du centralisme étatique : l'absolutisme centralisateur et bureaucratique de l'État eut en effet pour conséquence d'élaborer une dynamique de contrôle des *vakf* par l'État, tant au niveau des services fournis par cette institution (éducatifs, religieux, sociaux) que des revenus et offices placés dans son escarcelle. Les Ottomans inaugurèrent également une forme architecturale spécifique : la mosquée-complexe (*külliye*), qui réunit divers bâtiments religieux, économiques, sociaux et/ou charitables autour d'une mosquée. Cette structure architecturale, sponsorisée par les sultans, fut reproduite par les grands agents de l'État (pachas notamment), tant dans la capitale que dans les provinces, faisant de l'architecture et du *vakf* un relais d'expression de la domination ottomane. Istanbul devint naturellement le fleuron de l'architecture ottomane : c'est là que se concentre l'essentiel des œuvres les plus magnifiques, les plus sophistiquées.

Mais les données économiques et politiques font que le *vakf* est un système qui reproduit et met en exergue les hiérarchies sociales existantes dans l'Empire. Ce sont les détenteurs de la puissance politique, membres de la dynastie et hauts agents de l'État, qui s'investissent dans les grandes œuvres architecturales, parce que ce sont eux qui détiennent les conditions financières nécessaires, mais également l'éducation adaptée : être un haut officier de l'État assure les ressources matérielles indispensables, octroyées sous réserve d'un retour obligatoire, parce qu'imposé par la morale, en faveur de la communauté. L'acte de fondation architecturale est un

acte à la fois noble et anoblissant : il faut appartenir aux hautes sphères du pouvoir pour s'en rendre capable, ce qui signifie que fonder un vaste complexe est un signe aisément perceptible d'une position sociale privilégiée. Inversement, ceux qui ne gravitent pas dans ces hautes sphères sont quasiment exclus de cette activité : ils n'en ont pas les moyens, mais la nécessité ne s'impose pas non plus à eux. Ils se contentent d'une philanthropie plus modeste. Les mieux lotis copient, à leur niveau, les actions des grands, en faisant construire des œuvres mineures mais qui entrent dans la catégorie du bâti (bâtiments solitaires comme une mosquée ou un *mescid*, ou encore, à moindre niveau, une fontaine), voire en associant leur nom à une construction déjà existante par le jeu de la rénovation ou de l'ajout (d'un minaret par exemple). Si l'aura acquise n'est pas la même que lors de la fondation de vastes complexes, l'action procède cependant d'une volonté de glorification individuelle qui rappelle, à son échelle, la position privilégiée du fondateur au sein de la société. Les moins privilégiés, exclus de telles actions, se contentent d'interventions qui répondent à des soucis plus personnels, plus privés, telle que la transmission d'un patrimoine ou de revenus au sein de la famille, par la voie du *vakf*.

Hommes et femmes de l'élite ne produisaient pourtant pas le même patronage. La participation des femmes à l'architecture est non seulement très largement inférieure et moins grandiose que celle des hommes, elle prend aussi des formes différentes. La primauté des réalisations architecturales revient aux femmes affiliées à la dynastie, les reines mères et les princesses, puis aux femmes liées à l'univers du palais impérial (concubines, servantes). Contre toute attente, les parentes des grands officiers de l'État se sont peu investies dans ce domaine. À statut égal, le rapport à l'art de bâtir des femmes de l'élite ottomane à l'époque moderne diverge donc de celui entretenu par leurs émules masculins. Seules les femmes de la dynastie ou directement liées à elle entretiennent une culture architecturale qui suscite leur participation dans ce domaine. Ainsi, alors même qu'aucun interdit ni restriction ne vient compromettre la participation des femmes à l'architecture, la culture

fait que peu d'entre elles ressentent le besoin ou l'envie de s'y investir. C'est là, semble-t-il, une différence notable avec la situation que l'on trouve en Europe, où les femmes de l'élite montrent un intérêt marqué en faveur de cet art. La raison de cette différence s'explique peut-être par des situations politiques qui ne répondent pas aux mêmes pressions. En Europe, l'intervention des femmes bâtisseuses peut presque systématiquement être expliquée par des motifs politiques : l'architecture constitue l'un des supports trouvés par ces femmes pour exprimer ou sécuriser leurs revendications. Les femmes ottomanes n'avaient pas ce souci, à l'exception des femmes de la dynastie.

NOTES

¹ Pour une étude sur le patronage architectural des princesses ottomanes, voir l'article du même auteur dans ce volume. Voir également, J. Dumas, *Les perles de nacre du sultanat. Les princesses ottomanes (mi-XV^e-mi-XVIII^e siècles)*, thèse de doctorat, EHESS, 2013, chap. 5.

² Voir, par exemple, Ö. L. Barkan et E. H. Ayverdi, *Istanbul vakıfları tabiri defteri: 953 (1546) târibli*, Istanbul, Baha Matbahası, 1970 ; CANATAR 2004 ; A. Yiğit, XVI. *Yüzyıl Menteşe Livası Vakıflar (338 Numaralı Mufassal Evkâf Defteri H. 970 / M. 1562)*, Ankara, Baris Platin Kitabevi, 2009.

³ CANATAR 2004.

⁴ Nous avons trouvé un total d'au moins 1 933 fondations masculines dans l'ensemble du registre, auxquelles il faudrait rajouter ou tenir compte des *vakf* à multiples fondateurs, qui sont souvent le fait d'un couple.

⁵ Cependant, il faut se méfier des chiffres. En effet, cette répartition du nombre de fondations établies à Istanbul jusqu'à l'année 1600 est en chiffres absolus : elle ne permet pas de refléter le pourcentage réel de chaque catégorie. De fait, la hiérarchie sociale ottomane étant pyramidale, plus on s'élève dans cette hiérarchie, plus le nombre d'individus concernés diminue.

⁶ NECİPOĞLU 2005, voir notamment les cartes p. 578 et 579.

⁷ YÜKSEL 1998, voir notamment les graphiques en fin d'ouvrage.

⁸ YÜKSEL 1998, graphiques en fin d'ouvrage.

⁹ NECİPOĞLU 2005, p. 314-318 pour le complexe à Istanbul, p. 318-331 pour ceux construits par Mimar Sinan hors d'Istanbul.

¹⁰ NECİPOĞLU 2005, p. 331-345 pour la fondation (du couple) à Istanbul et p. 345-368 pour celles du pacha hors d'Istanbul. Ces *vakf* provinciaux fondés en province par les pachas étaient cependant dotés d'un rôle essentiel d'identification du fondateur et de sa famille au sein de sa communauté : il lui permettrait d'y ancrer et d'y affirmer son pouvoir et son statut. M. L. Meriwether, *The Kin Who count: Family and Society in Ottoman Aleppo, 1770-1840*, Austin, University of Texas Press, 1999 ; FAY 1997a ; FAY 1997b ; R. Deguilhem, *Le*

Waqf dans l'espace islamique. Outil de pouvoir socio-politique, Damas, Institut français de Damas, 1995 ; R. von Leeuwen, *Waqfs and Urban Structures. The Case of Ottoman Damascus*, Leiden, Brill, 1999.

¹¹ GALITEKIN 2001.

¹² Ce tableau récapitule les fondations attribuées à des membres de l'élite ottomane dans Istanbul, d'après les dires de son auteur. Nous avons utilisé l'édition par GALITEKIN 2001.

¹³ Il s'agit de complexe n'associant que deux composantes possibles, sous la forme d'un lieu de prière (mosquée ou, plus généralement, *mescid*) et d'une école quelconque (*medrese*, *mekteb*, ou autres), voire très rarement d'un couvent.

¹⁴ On notera l'absence totale de *mekteb* solitaires fondés par les diverses catégories des membres masculins de l'élite ottomane : le *mekteb* n'est construit que dans le cadre d'un complexe, pour le moins en association avec un autre bâtiment (*mescid* notamment, ou mosquée).

¹⁵ Il s'agit de complexes n'associant que deux composantes possibles, sous la forme d'un lieu de prière (mosquée ou, plus généralement, *mescid*) et d'une école quelconque (*medrese*, *mekteb*, ou autres), voire très rarement d'un couvent.

¹⁶ On notera l'absence totale de *mekteb* solitaires fondées par les diverses catégories des membres masculins de l'élite ottomane : le *mekteb* n'est construit que dans le cadre d'un complexe, pour le moins en association avec un autre bâtiment (*mescid* notamment, ou mosquée).

¹⁷ À ce titre, notons que la majorité des complexes (*külliyeler*) fondés dans la partie hors des murs de la ville sont postérieurs à l'époque classique, soit à un moment où la densité démographique et urbanistique de la ville ne peut plus fournir d'espaces pour de nouvelles créations d'une telle ampleur.

¹⁸ Les conditions financières de ces individus sont probablement l'une des raisons de cette typologie. Si les oulémas constituent une élite dominante dans l'Empire, cette élite est cependant établie principalement sur leur savoir et leurs compétences religieuses qui leur vaut une certaine aura : ils ne peuvent rivaliser, en terme de richesse et de revenus, avec les hauts agents de l'État (les pachas). Partant, ils ne bénéficient pas des moyens financiers (ni probablement de l'appui logistique) pour entreprendre de vastes fondations dans Istanbul *intra* et *extra muros* : ils en sont donc réduits à des réalisations de moindre mesure.

¹⁹ Les raisons financières peuvent ici aussi être invoquées, mais il faut probablement y ajouter une question de lieu d'exercice : les beys exerçaient principalement leurs offices en province ; ils n'avaient donc pas de motifs à vouloir s'investir dans un lieu qu'ils connaissaient probablement mal et qui faisait moins sens, en terme d'identification d'un patron à un espace modelé par sa présence et son autorité sur place. C'est donc probablement dans les provinces qu'il faut chercher les formes et modalités d'expression architecturale et du patronage des beys.

²⁰ Le faible niveau d'investissement de leur patronage s'explique par les raisons financières invoquées à plusieurs reprises jusqu'à maintenant.

²¹ Les eunuques, qui représentent un certain nombre des agas, semblent avoir également eu une activité philanthropique importante en faveur des lieux saints et de l'Égypte, qui s'explique par les liens qu'ils entretenaient avec ces lieux (par leurs fonctions ou par attache-

ment sentimental). Cf. J. Hathaway, « Eunuch Households in Istanbul, Medina and Cairo during the Ottoman Era », *Turcica* 41 (2009) : 291-304 et, du même auteur, *Beshir Agha : Chief Eunuch of the Ottoman Imperial Harem*, Oxford, Oneworld Publications, 2006.

²² Moins nombreux que les pachas, les sultans sont à l'origine d'une quantité similaire d'œuvres, ce qui signifie en fait une plus grande participation de leur part (par individu).

²³ Nous rejoignons ici la conclusion de Metin Kunt, dans son étude sur le patronage de la famille Köprülü : M. Kunt, « The Waqf as an Instrument of Public Policy: Notes on the Köprülü Endowment », dans *Studies in Ottoman History in Honor of Professor Victor Ménage*, C. Heywood et C. Imber (éds.), Istanbul, Isis, 1994, p. 189-198.

²⁴ 25 % pour l'Égypte au XVIII^e siècle selon les travaux de Mary Ann Fay, 20 % pour Edirne au XV^e-XVI^e siècle selon ceux de Haim Gerber, 36,8 % pour Istanbul d'après le *tabrîr defteri* daté de 1546 étudié par Baer, qui trouve encore 36,3 % pour Alep au XVIII^e siècle, enfin 24 % pour Jérusalem entre 1805 et 1820 et 23,4 % pour Jaffa pendant la période ottomane. FAY 1997a, p. 33-51 ; FAY 1997b, p. 28-47 ; BAER 1983, p. 9-27 ; MERIWETHER 1997, p. 28-152.

²⁵ BAER 1983, p. 9-27.

²⁶ MERIWETHER 1997, p. 128-152.

²⁷ FAY 1997a, p. 3-51 ; FAY 1997b, p. 8-47. Des études similaires seraient à mener pour les régions d'Anatolie et de Roumélie.

²⁸ Les femmes sont appelées tantôt *Hatun*, tantôt *Hanım*, tantôt encore *Kadın*. Si on peut comprendre le titre de *Kadın* (avec des variantes comme *Kadınefendi* ou *Başkadın*) comme la marque d'une relation de concubinage avec le sultan, les deux autres ne permettent pas d'en déduire la moindre indication de statut : *Hatun* est le terme d'adresse le plus ancien pour désigner une femme – il était probablement utilisé dans un sens honorifique, qu'on pourrait traduire par Dame, sans qu'il soit possible d'en faire une règle générale – et fut progressivement remplacé par l'emploi du terme *Hanım*. Par ailleurs, les sources ottomanes (et tout particulièrement les *vakfiyye*) utilisent souvent des formules « une femme (*hatun*) appelée » : il est difficile de juger si le terme *Hatun* est alors employé comme un marqueur social ou comme une marque de sa condition féminine. J. A. Boyle, « Khatun », *EI* (2) : t. 4 p. 1164 ; A. Özcan, « Hatun », *TDVİA* t. 16 p. 499-500.

²⁹ Pour ces femmes, deux hypothèses sont envisageables : soit l'auteur ne connaissait rien de la fondatrice, soit sa condition sociale était peu élevée et expliquerait l'absence de renseignements concernant ses relations familiales ou sa position professionnelle. Nous sommes partie de l'hypothèse que, dans la majorité des cas, l'absence de renseignements sur la condition de la fondatrice était le signe d'une position sociale peu élevée, dans la mesure où les pratiques commémoratives supposaient au contraire d'indiquer sa qualité.

³⁰ Nous avons mis de côté le patronage des princesses, dont il est question dans un autre article de ce volume.

³¹ L'article d'Alberto F. Ambrosio, dans le présent volume, montre en effet que ce type de patronage était le fait exclusif des femmes affiliées à la dynastie (reines mères et princesses), à l'époque moderne : il faut attendre le XIX^e siècle pour que d'autres femmes gravitant dans les hautes sphères de la société montrent un intérêt dans ce domaine.

³² Le sexe du fondateur à l'origine de l'œuvre ainsi réinvestie par une femme ne fait apparemment aucune différence : les fondatrices de ce

genre interviennent aussi bien en faveur d'œuvres réalisées par des hommes que par des femmes.

³³ Nous n'avons aucune explication, à ce jour, pour mettre en lumière ce phénomène qu'il faudrait confirmer par de plus amples recherches : l'interprétation la plus évidente qui consisterait à y voir la volonté de soutenir une œuvre familiale (fondation du père ou de l'époux notamment) n'est que partiellement confirmée par les sources. D'autres principes étaient donc en jeu, qui nous échappent encore.

³⁴ Les raisons financières et pratiques sont peut-être évocables, bien qu'elles ne nous semblent pas nécessairement pertinentes (il faudrait vérifier les capacités économiques de chacune) ; faut-il y voir l'influence de l'exemple royal ? Il n'est pas exclu que ces femmes du harem impérial aient tenté, avec leurs propres moyens, de reproduire les pratiques architecturales en cours auprès des femmes royales affiliées à la dynastie, chez qui la fondation de mosquée est plus importante.

³⁵ Sur le sujet, cf. NECİPOĞLU 2005, p. 268-377 ; P. Kayaalp-Aktan, « The Atik Valide's Endowment Deed: A Textual Analysis », dans *Feeding People, Feeding Power. Imarets in the Ottoman Empire*, N. Ergin, Ch. K. Neumann et A. Singer (éds.), Istanbul, Eren, 2007, p. 261-274 ; H. İ. Konyalı, « Kanunî Sultan Süleyman'ın Annesi Hafsa Sultanın Vakfiyesi ve Manisa'daki Hayır Eserleri », *Vakıflar Dergisi* 8 (1969), p. 47-56 ; A. Kuran, « Üsküdar'da Mihrimah Sultan Külliyesi », *Boğaziçi üniversiti dergisi : Hümaniter Bilimler* 3 (1975), p. 43-72 ; L. P. Peirce, « Gender and Sexual Propriety in Ottoman Royal Women's Patronage », dans *Women, Patronage and Self-Representation in Islamic Societies*, F. Ruggles (éd.), Albany, State University of New York, 2000, p. 53-68 ; A. Singer, *Constructing Ottoman Beneficence. An Imperial Soup Kitchen in Jerusalem*, Albany, State University of New York Press, 2002 ; L. Thys-Şenocak, « The Yeni Valide Mosque Complex of Eminönü, Istanbul (1597-1665): Gender and Vision in Ottoman Architecture », dans *Women, Patronage and Self-Representation in Islamic Societies*, édité par F. Ruggles. Albany, State University of New York, 2000, p. 69-90 et *Ottoman Women Builders. The Architectural Patronage of Hadice Turban Sultan*, Aldershot, Ashgate, 2006.

BIBLIOGRAPHIE

- BAER 1983 – Gabriel Baer, « Women and Waqf: An Analysis of the Istanbul Tahrir of 1545 », *Asian and African Studies* 17 (1983), p. 9-27.
- CANATAR 2004 – Mehmet Canatar, *Istanbul Vakıfları Tabrîr Defteri: 1009 / 1600 Tarihli*, Istanbul, İstanbul Fetih Cemiyeti, 2004.
- FAY 1997a – Mary A. Fay, « Women and Waqf: Toward a Women Reconsideration of Women Place in the Mamluk Household », *International Journal of Middle East Studies* 29/1 (février 1997), p. 33-51.
- FAY 1997b – Mary A. Fay, « Women and Waqf: Property, Power and the Domain of Gender in Eighteenth-Century Egypt », dans *Women in the Ottoman Empire. Middle Eastern Women in the Early Modern Era*, M.C. Zilfi (éd.), Leiden / New York / Köln, Brill, 1997, p. 28-47.

GALITEKIN 2001 – Ahmed N. Galitekin (éd.), *Hadikatü'l-Cevâmi'*. *İstanbul Câmileri ve Diğer Dini-Sivil Mi'mârî Yapılar. Ayvansarâyî Hüseyin Efendi, Ali Sâti' Efendi, Süleymân Besim Efendi*, İstanbul, İşaret, 2001.

MERIWETHER 1997 – Margareth L. Meriwether, « Women and Waqf Revisited: The Case of Aleppo, 1770-1840 », dans *Women in the*

Ottoman Empire. Middle Eastern Women in the Early Modern Era, M.C. Zilfi (éd), Leiden / New York / Köln, Brill, 1997, p. 128-152.

NECIPOĞLU 2005 – Gülrü Necipoğlu, *The Age of Sinan. Architectural culture in the Ottoman Empire*, Londres, Reaktion Books, 2005.

YÜKSEL 1998 – Hasan Yüksel, *Osmanlı Sosyal ve Ekonomik Hayatında Vakıfların Rolü (1585-1683)*, Sivas, Dilek Matbaası, 1998.